



HAL
open science

Evaluation des surcoûts économiques de l'ultrapériphéricité dans les DOM

Nadine Levratto, Denis Bayon, Valérie Angeon, Eduardo Chia, Bernard Paranque,
Elisabeth Paulet, Xavier Peraldi

► **To cite this version:**

Nadine Levratto, Denis Bayon, Valérie Angeon, Eduardo Chia, Bernard Paranque, et al.. Evaluation des surcoûts économiques de l'ultrapériphéricité dans les DOM. 2005. <halshs-00004638>

HAL Id: halshs-00004638

<https://shs.hal.science/halshs-00004638v1>

Preprint submitted on 15 Sep 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



Centre National
de la Recherche
Scientifique



Ecole Normale
Supérieure
de Cachan



Institutions et Dynamiques Historiques de l'Economie
IDHE UMR CNRS n° 8533
<http://www.idhe.ens-cachan.fr>

Rapport final
(synthèse)
au Ministère de l'outre-mer

Marché de prestations intellectuelles CNASEA n° 23-04

Evaluation des surcoûts économiques de l'ultra-périphéricité dans les DOM

par

Nadine Levratto (Responsable scientifique)
Valérie Angeon
Denis Bayon
Eduardo Chia
Bernard Paranque
Elisabeth Paulet
Xavier Péraldi

Juin 2005

Sommaire

Objectifs et cadre de l'analyse

Définition de la notion de surcoût et modalités de mesure

Résultats de l'approche macroéconomique

Des surcoûts sectoriels d'ampleurs inégales

Etude des surcoûts dans les entreprises

Pour tout complément d'information, s'adresser à Nadine Levratto :

Courriel : levratto@idhe.ens-cachan.fr

Tèl. +33 147 40 68 40

Objectifs et cadre de l'analyse

Rappel des objectifs de l'étude

Ce rapport vise à fonder et mesurer la notion de surcoût dans les DOM qui, comme le rappelle le cahier des charges, *"constitue une caractéristique reconnue au plan juridique pour les activités exercées dans les régions ultra périphériques à laquelle il apparaît désormais nécessaire de conférer une base économique au caractère incontestable."* De manière générale, il s'agit de répondre à la nécessité de disposer d'outils performants permettant de satisfaire dans les meilleurs délais aux obligations administratives régulières mais aussi d'anticiper les conditions de gestion de la prochaine période d'intervention communautaire sur 2007-2013. Cet enjeu global passe par l'atteinte de plusieurs objectifs intermédiaires :

- L'apport d'une définition générale du surcoût et l'identification de ses composantes selon leur nature avec une analyse critique des approches théoriques existantes,
- Le recensement des supports disponibles pour assurer la mesure des surcoûts, l'appréciation technique de leur pertinence et la sélection de ceux les plus adaptés à la conduite de l'exercice dans la durée.
- L'indication d'une méthode ou de modalités d'analyse susceptible de rendre compte de l'évolution de l'intensité des surcoûts
- Une mesure des surcoûts sur un échantillon;
- La comparaison des résultats obtenus avec l'existant dans ce domaine

Méthode de travail

Face à ces objectifs techniques et normatifs, l'option méthodologique retenue, tout en étant caractérisée par un grand pragmatisme dicté par la rareté des analyses scientifiquement validées des régions ultrapériphérique et une abondance d'études ponctuelles finalisées, se veut techniquement robuste. Cette posture conduit à privilégier une approche de la question des surcoûts dite "par le haut" dans la mesure où elle n'admet pas d'emblée l'existence d'un surcoût qui ne possède aucune définition générique mais cherche d'abord à expliciter la notion retenue, à la positionner dans les modèles économiques existants puis, compte tenu des données disponibles à caractère officiel car produites par des organismes chargés de la collecte et du traitement de données, à le mesurer à différents niveaux (macro, méso et micro économiques).

En évacuant une approche "par le bas" qui admettrait l'idée d'un surcoût et le mesurerait à partir de l'ensemble des données existantes quelle qu'en soit l'origine, il ne s'agit pas seulement de s'attacher à un objectif de rigueur scientifique conduisant à privilégier la théorie au regard de la question pratique posée et à refuser *a priori* d'utiliser des données hétérogènes collectées de manière disparate et souvent mal précisée. C'est surtout la question de la reproductibilité de la démarche, posée dans le cahier des charges, qui est à l'origine de ce rejet. En premier lieu, un cadrage théorique précis permet d'éviter toute déformation dans des travaux du même type qui pourraient être conduits ultérieurement ; de même que le recours à des données officielles garantit un suivi de leur production contrairement à ce qui se passe avec des études ponctuelles et *ad hoc* reposant pour l'essentiel sur des données en coupe et dont le mode de la production n'est connu que de ceux qui les diffusent. C'est, en second lieu, une forme de prudence portant sur l'anticipation des résultats et d'autres utilisations de la grille d'analyse qui requiert une discussion préalable du contenu de la notion de surcoût au lieu de passer directement par un catalogue des formes de surcoûts possibles quantifiés grâce à des données disparates aux origines diverses.

La démarche s'est heurtée à certaines limites qui, pour l'essentiel, tiennent à la rareté des sources statistiques. On peut en effet s'étonner, alors que la question de la spécificité des RUP préoccupe les différents acteurs de la politique de développement depuis plusieurs années, de la faiblesse du dispositif mis en place pour y répondre. En effet, à côté des études conjoncturelles de l'INSEE, du projet Cerom, des analyses auxquelles participe l'IEDom et de l'état du système financier ultramarin produit par ce dernier, il n'existe pas de démarche structurelle homogène abordant les économies ultramarines. En dépit de leur immense intérêt, les nombreuses études ponctuelles recensées se distinguent souvent par une hétérogénéité des auteurs, des méthodes utilisées, des statistiques et sources de données mobilisées ainsi que des périodes couvertes qui rend difficile toute tâche de consolidation des résultats, sauf à tolérer une très large part d'arbitraire. Au lieu d'agréger des éléments qui n'ont pas lieu de l'être il est plus juste de segmenter le travail réalisé et, comme c'est le cas dans l'analyse sectorielle, d'adapter la méthode de calcul des surcoûts aux sources disponibles ce qui permet déjà de mettre l'accent sur l'actuelle impossibilité de produire un modèle empirique d'évaluation des surcoûts dans les RUP, la diversité à laquelle on est confronté au niveau de quatre départements français paraissant être encore plus importante lorsqu'on inclut des régions faisant partie d'autres espaces nationaux.

Compte tenu des objectifs à atteindre et des réserves précédemment mentionnées, le rapport est composé de blocs techniquement indépendants qui visent à approcher les économies ultramarines à travers les composantes clés que sont i) la région, ii) le secteur, iii)

l'entreprise. L'état de la discipline ne permettant pas à ce jour de faire le lien entre micro et macro et de présenter les différents niveaux d'analyse dans un cadre homogène, nous recourrons à des approches variées pour en capturer les traits saillants.

- a.- La région est étudiée à partir de deux outils :
 - Les indices de vulnérabilité et de résilience
 - Les circuits économiques
- b.- Les surcoûts observés au niveau du secteur sont appréciés grâce à l'étude approfondie de quelques secteurs clés (production de banane et de canne à sucre, agro-alimentaire, tourisme, transports, énergie) qui occupent une part importante de la main d'œuvre et sont à l'origine de l'essentiel de la richesse produite localement.
- c.- Les performances des entreprises sont mesurées de deux manières :
 - Une analyse financière standard compare les entreprises domiennes à un référentiel métropolitain constitué d'entreprises localisées dans des régions relativement semblables aux DOM
 - L'identification des modes de réalisation de la rentabilité est effectuée selon le département concerné.
- d.- Une enquête de validation mesure enfin le degré d'adéquation entre les résultats obtenus grâce à l'analyse des données et l'appréciation que portent les producteurs sur leur propre situation.